

LE DEVOIR



ACTUALITÉS

La douce insouciance, la chronique de Michel David

A 3



CAHIER
2

ÉCONOMIE

La librairie S.W. Welch restera ouverte

CULTURE

Marie Davidson & L'Œil nu

dans la caméra de Denis Côté | B 8

GNL Québec se cherche des alliés

Les promoteurs offrent des « opportunités d'affaires » aux investisseurs en Abitibi et au Saguenay-Lac-Saint-Jean

ALEXANDRE SHIELDS
LE DEVOIR

GNL Québec recrute présentement des investisseurs québécois pour financer le développement de son projet d'exportation de gaz naturel albertain, a appris *Le Devoir*. Étant donné que la publication imminente du rapport du BAPE sur l'usine de liquéfaction obligera le gouvernement Legault à prendre position, les promoteurs souhaitent notamment trouver des alliés en Abitibi et au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Ceux qui participeront au financement se verront d'ailleurs offrir des « opportunités d'affaires » pour le projet d'usine et le gazoduc.

Selon ce qu'on peut lire dans des documents confidentiels obtenus par *Le Devoir*, la « société en commandite Symbio Infrastructure », qui est le nouveau nom de l'entreprise qui chapeaute Gazoduc et Énergie Saguenay, cherche

à amasser « au moins » 100 millions de dollars dans le cadre de la « quatrième ronde de financement ». Cette somme comprend les fonds des investisseurs actuels, notamment américains, mais aussi ceux de « nouveaux » bailleurs de fonds que les promoteurs tentent de recruter au Québec.

Leurs efforts se concentrent entre autres sur l'Abitibi et le Saguenay-Lac-Saint-Jean, soit les deux régions touchées par le projet. Symbio Infrastructure tente d'y convaincre des groupes d'investisseurs d'injecter chacun « un montant minimum » de 1,6 million de dollars. Ces investissements doivent être assurés « au plus tard » le 31 mars. Une annonce publique serait d'ailleurs prévue au cours des prochains jours, possiblement dès mardi, pour dévoiler les noms d'investisseurs de l'Abitibi et du Saguenay-Lac-Saint-Jean qui soutiennent la démarche.

Fait à noter, cela doit coïncider avec le dépôt du rapport du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE), qui sera remis au plus tard le 10 mars au gouvernement Legault. Celui-ci aura alors 15 jours pour le rendre public, ce qui devrait obliger le gouvernement Legault à prendre position officiellement dans le dossier. Plusieurs ministres ont toutefois déjà plaidé pour le projet.

Les fonds recueillis par Symbio Infrastructure, qui est contrôlée par des intérêts financiers américains, serviront au « développement » du projet de gazoduc, d'usine de liquéfaction et de terminal maritime « avant la décision finale d'investissement », qui doit être prise en 2022 dans le cas d'Énergie Saguenay. Il faut dire que, même si les promoteurs réussissent à amasser

VOIR PAGE A 2 : GNL QUÉBEC

Solidarité pour faire avancer les droits des femmes



Des Pakistanaïses participent à une marche soulignant la Journée internationale des droits des femmes, à Karachi. Les inégalités, discriminations et violences que subissent encore les femmes ont été dénoncées aux quatre coins du monde lundi, malgré la pandémie. VOIR PAGE B 4

NATACHA PISARENKO ASSOCIATED PRESS

Des chèques amputés de moitié

Revenu Québec recouvre des dettes en rongeant le crédit d'impôt pour solidarité

ISABELLE PORTER
À QUÉBEC
LE DEVOIR

Pour vous, c'est peut-être juste un souper au restaurant, mais, pour moi, c'est la moitié de mon épicerie par semaine

CHANTAL
LATENDRESSE



Des prestataires de l'aide sociale se font réduire leurs crédits d'impôt pour solidarité de moitié en dépit du moratoire sur le recouvrement annoncé par le gouvernement Legault dans le cadre de la pandémie.

En février, Chantal Latendresse s'est fait enlever la moitié de son chèque pour le crédit de solidarité. L'équivalent de 50 \$. « Moi, je fais juste survivre avec ça », dénonce cette mère de famille monoparentale. « J'ai trois enfants à ma charge [...], alors on parle vraiment de survie. »

Atteinte d'une forme grave de fibromyalgie, elle est considérée comme inapte au travail et dépend donc des revenus de l'aide de dernier recours.

Elle raconte qu'au téléphone, une agente de l'aide sociale lui a dit que « c'était juste 50 \$ ». « Pour vous, c'est peut-être juste un souper au restaurant, mais, pour moi, c'est la moitié de mon épicerie par semaine », lance-t-elle, des trémolos dans la voix.

Le ministre de la Solidarité sociale, Jean Boulet, avait pourtant annoncé en novembre que les activités de recouvrement pour dettes à l'aide sociale seraient interrompues en raison de la pandémie. D'une durée de trois mois, le moratoire avait été prolongé à la fin janvier jusqu'au 31 mars.

« Au sein même du gouvernement, on n'arrive pas à respecter le moratoire, c'est quand même un peu troublant », déplore la porte-parole du Collectif pour un Québec sans pauvreté, Virginie Larivière.

Pour les personnes touchées, c'est très perturbant, fait-elle valoir. « Se faire

VOIR PAGE A 4 : DETTES

VACCINATION

Les allophones dans l'angle mort

Des groupes communautaires craignent que des aînés soient laissés de côté

MYLÈNE CRÊTE
CORRESPONDANTE PARLEMENTAIRE
À QUÉBEC
LE DEVOIR

Le gouvernement québécois a de la difficulté à joindre les allophones dans le cadre de sa campagne de vaccination contre la COVID-19, selon plusieurs intervenants d'organismes communautaires qui craignent que de nombreux aînés soient laissés de côté, faute d'accompagnement. Ils pressent le ministère de la Santé de corriger le tir rapidement.

« C'est vraiment un gros problème, surtout dans des quartiers comme Parc-

Extension, où il y a diverses langues parlées », a constaté Rose Ngo Ndjel, directrice générale d'Afrique au féminin, le centre des femmes de ce quartier montréalais. « Quand ils vont dire que tous les aînés ont été vaccinés, on va trouver qu'il n'y a même pas cent aînés qui se sont fait vacciner à Parc-Extension, a-t-elle ajouté. Ça, c'est sûr et certain. »

Le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) a pourtant traduit certains de ses feuillets d'information en 21 langues — de l'arabe au yiddish — et continuera de le faire tout au long de la campagne de vaccination. C'est le cas notamment du feuillet pour le consentement éclairé à la vaccination que les gens reçoivent au moment de leur injection.

Ce travail de traduction a commencé fin février à la Direction régionale de santé publique (DRSP) de Montréal, qui attendait d'obtenir les documents finaux du MSSS pour les adapter aux différentes communautés culturelles présentes sur son territoire. « La finalisation des outils arrive presque en même temps que le déploiement de la vaccination dans la population, a expliqué le chef médical à la DRSP, David Kaiser. On est en train de faire furieusement ce travail-là pour s'assurer qu'ils soient disponibles. » Des messages et des publicités ont également été diffusés dans les médias ethniques.

VOIR PAGE A 4 : VACCINATION

INDEX

Avis légaux.....B2
Édito.....A6
Grille TV.....B7
Idées.....A7
Météo.....B6
Mots croisés.....B6
Sports.....B6
Sudoku.....B6

D
Pour suivre l'actualité en continu, consultez nos plateformes numériques

